

Recherches sociographiques



Martin HARRISSON, *Agriculture collective et développement régional*

Linda Rouleau

Volume 29, Number 2-3, 1988

Le monde rural

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056381ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056381ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Rouleau, L. (1988). Review of [Martin HARRISSON, *Agriculture collective et développement régional*]. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 467–468.
<https://doi.org/10.7202/056381ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1988

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

fonds d'investissement et d'établissement facilement accessible. Quant à la deuxième, il demeure toujours possible que de la « boîte noire » de l'innovation technologique agro-alimentaire surgisse une nouvelle organisation du travail où la productivité d'un travailleur collectif sous la houlette du capital vienne disqualifier la ferme familiale, consommant ainsi une véritable séparation du capital et du travail. Cette solution, instaurant la « domination réelle du capital sur le travail », s'est toutefois heurtée jusqu'à ce jour aux particularités du procès de travail agricole.

Oleg STANEK

*Groupe de recherche interdisciplinaire
en développement de l'Est-du-Québec,
Université du Québec à Rimouski.*

Martin HARRISSON, *Agriculture collective et développement régional*, Rimouski, UQAR/GRIDEQ, 1987, 279p. (Actes et instruments de la recherche en développement régional.)

Depuis le milieu des années 70, les expériences de gestion en propriété collective et, tout particulièrement les entreprises agricoles communautaires du Bas-Saint-Laurent, ont fait couler beaucoup d'encre. Rédigés par des praticiens — animateurs sociaux et gens du milieu — ou par des intellectuels en quête de nouveaux projets sociaux, les écrits habituels servaient surtout à appuyer un ensemble de pratiques encore marginales, aux prises même avec un grand nombre de difficultés. Martin Harrison fait au contraire le procès de ces expériences à partir de la description de deux cas qui ont connu un échec économique au début des années 80 : le projet des pommes de terre de semence du JAL et celui des Maraîchers de la Mitis. Il s'agit d'initiatives lancées au début des années 70 par des leaders locaux dans le but d'empêcher la fermeture tranquille des paroisses de l'arrière-pays. À l'origine, la création d'emplois dans le secteur agricole constituait le fer de lance de ces projets coopératifs.

L'auteur retrace l'évolution de ces expériences, de leur genèse à leur faillite, et présente une quantité impressionnante d'informations sur leur structure, leur fonctionnement, leur production, leur mise en marché, leur financement, etc. Tout au long de ses patientes descriptions, il fait ressortir les causes de l'échec : difficultés de gestion et déficience de l'apprentissage technique, lourdes charges financières, problèmes de mise en marché, conflits entre les responsables et les travailleurs au sein des équipes de travail, dépendance vis-à-vis des subventions étatiques.

L'apport principal de ce mémoire de maîtrise est de soutenir que l'échec économique de ces entreprises était presque inévitable, compte tenu de la forte concurrence exercée par les fermes ordinaires dans le secteur de la pomme de terre de semence. Selon Harrison, celles-ci profitent de coûts de production inférieurs à ceux des entreprises collectives grâce au travail non payé des membres de la famille. De plus, la petite ferme familiale cultive généralement la pomme de terre de semence en complémentarité avec d'autres types de production. Harrison en conclut que des entreprises dont l'objectif

principal est la création d'emplois, et dont le régime de propriété expose à des difficultés techniques et financières particulières, ne peuvent « générer un surplus économique susceptible d'avoir des effets d'entraînement sur un développement régional endogène » (p. 255). Voilà un constat qui se démarque des discours antérieurs.

Il est cependant dommage que l'auteur ait recours à un encadrement théorique inutilement lourd, axé sur la pénétration du capitalisme en région et qui n'ajoute rien à la portée de l'ouvrage. Harrisson se sert surtout d'un outillage à saveur marxiste pour enrichir ses descriptions de catégories économiques qui, tout au long du texte, lui servent de points de repère. Par ailleurs, il situe presque naïvement les expériences qu'il décrit dans le prolongement linéaire d'un mouvement populaire rural à l'épreuve de l'évolution des campagnes ou des transformations de la société et de l'État québécois. Résultat : à la fin de l'ouvrage, on connaît bien les difficultés relatives aux sources de financement, aux coûts d'exploitation, au fonctionnement des équipes de travail, etc., dans des entreprises à propriété collective, mais on reste sur son appétit en ce qui concerne la compréhension des dimensions sociopolitiques de leur faillite.

Il faut également souligner que la qualité de l'écriture laisse à désirer. Le texte est lourd et les redondances pullulent, surtout dans la deuxième partie. La présentation systématique des données descriptives rend la lecture plutôt harassante. Le lecteur pressé pourrait s'en tenir à la conclusion qui contient l'essentiel de ce qu'a voulu montrer Harrisson.

Il demeure que la quantité et le détail des informations recueillies font de cet ouvrage une source utile de renseignements pour qui s'intéresse aux expériences communautaires de développement régional ou aux entreprises dites « collectives ».

Linda ROULEAU

École des Hautes Études commerciales.

Jean BLOUIN, *Le libre-échange vraiment libre ?*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 135p. (« Diagnostic », 4.)

Ce que l'honnête homme devait savoir au moment de l'amorce des négociations concernant le libre-échange avec les États-Unis, il pouvait le trouver dans ce « Que sais-je ? » de l'I.Q.R.C. qui parvenait à couvrir à peu près tous les angles de façon convenable. Vite fait, bien fait, publié dès l'automne 1986, ce petit ouvrage de vulgarisation avait pour lui l'avantage de paraître parmi les tout premiers d'une série de livres sur le sujet. Cependant, cette sortie rapide allait inévitablement devenir, au fil des mois, son principal handicap et, pour qu'il soit à nouveau pertinent, il lui faudrait maintenant une importante mise à jour pour rendre compte des négociations et du projet d'accord qui en résulte.

Il s'agit sans aucun doute d'un bon dossier journalistique : on procède par entrevues, recoupements, confrontations. Cependant, on peut être ennuyé d'y retrouver les préjugés à la mode (antisindicalisme et autres idées reçues, fréquentes chez les collaborateurs de *L'Actualité*) de même qu'un discret mais constant parti pris en faveur du libre-échange ;